

François Morin, *Quand la gauche essayait encore. Le récit inédit des nationalisations de 1981 et quelques leçons que l'on peut en tirer*, Lux éditeur, Montréal, 2020, 240 p., 16 €.

François Morin a donné ces dernières années au public une série d'ouvrages qui réunissent de façon particulièrement réussie rigueur scientifique, clarté pédagogique et engagement en faveur d'une alternative à la financiarisation néolibérale.

Celui-ci comporte un aspect plus personnel puisque sa première partie est le témoignage de l'auteur sur les nationalisations de 1981, politique dont il a été un acteur important : auteur de travaux de référence sur la structure financière du capitalisme français, il avait été appelé à ce titre au cabinet de Jean Le Garrec, chargé de l'extension du secteur public dans le gouvernement Mauroy.

L'ouvrage apporte ainsi des informations très éclairantes sur les choix économiques, financiers et juridiques qui ont fait l'objet d'arbitrages politiques à ce moment exceptionnel de notre histoire : les groupes industriels considérés comme stratégiques par la gauche devaient-ils être nationalisés à 100 % ou l'État devait-il se limiter à des participations majoritaires dans leur capital ? La nationalisation devait-elle s'étendre à l'essentiel du secteur bancaire ? Quelles règles devraient déterminer l'indemnisation des actionnaires ? François Morin a directement vécu l'affrontement acharné dont ces questions firent l'objet au sommet des cercles du pouvoir. Il le présente à la lumière de l'opposition, au sein du Parti socialiste, entre une « ligne de rupture » se réclamant de l'union de la gauche et de son Programme commun, et une « ligne réformatrice » soucieuse de ne pas contrevenir aux lois de l'économie de marché. Cette dernière ligne était alors incarnée par Michel Rocard et Jacques Delors, soutenus par l'administration du ministère des Finances, face à François Mitterrand et à Pierre Mauroy. « Seule une toute petite poignée de ministres et de conseillers ont été au centre des délibérations politiques »,

souligne François Morin d'entrée. Cela peut contribuer à expliquer que le PCF, ses propositions et ses ministres ne soient presque jamais cités dans son témoignage. Tout se passe, dans le récit de François Morin, comme si le renversement du rapport électoral au profit du PS, entre 1978 et 1981, avait clos la possibilité d'un apport original du PCF à la politique de la gauche. Cela ne tient peut-être pas seulement au fait que l'histoire est ici racontée de l'intérieur des cercles du pouvoir socialiste : a pu jouer aussi ce que Paul Boccara rappelait dans sa contribution au colloque de la fondation Gabriel-Péri sur les politiques économiques de la gauche en France¹ : « D'une façon générale, il y a eu une très insuffisante mobilisation sociale et politique, pour une alternative. En ce qui concerne les ministres communistes, outre leur nombre réduit, il faut souligner, à part le cas de Jack Ralite, l'absence de relations avec les économistes communistes. Ralite a lui-même déclaré dans la table ronde de mai 2011 du hors-série de *l'Humanité* sur « L'histoire d'une espérance » : jamais nous n'avons eu, lorsque nous étions ministres, des indications du Parti communiste ».

Le livre apporte nombre des révélations et anecdotes prises sur le vif de l'élaboration des projets et des arbitrages gouvernementaux entre le 10 mai 1981 et la promulgation de la loi de nationalisation, le 11 février 1982. Les partisans de la « ligne de conciliation » obtinrent satisfaction sur l'indemnisation des actionnaires mais ils ne purent empêcher la nationalisation à 100 % de 9 groupes industriels, ni celle de la plus grande partie du système bancaire. Mais le récit aboutit à une grande déception : à la différence des nationalisations de 1936 et de 1945, « cette expérimentation ne fut qu'éphémère et s'est révélée un échec, malgré quelques soubresauts très limités », écrit François Morin. Et pourtant, il constate, dans des lignes écrites avant même les manifestations de la crise sani-



taire et économique de 2020, que quarante ans de politiques inspirées par le néolibéralisme conduisent à « une instabilité économique et financière à l'échelle planétaire, avec des conséquences sociales et politiques qui n'ont pas cessé d'être inquiétantes » et que le besoin de « changement » et de « rupture » se fait sentir de nouveau fortement. C'est pourquoi la seconde partie de l'ouvrage est tout aussi intéressante que la première. Elle retrace les conclusions économiques et politiques, pour aujourd'hui, que l'auteur tire de l'expérience dont il a été un acteur particulièrement bien informé il y a quarante ans.

Deux intuitions fondatrices, toujours d'actualité

Ces conclusions s'organisent autour de deux « intuitions » auxquelles les nationalisations-étatisations de 1981 n'ont pas répondu, malgré les intentions initialement affichées : « comment s'assurer que la distribution du crédit réponde à des objectifs d'intérêt général, en évitant de recourir à un simple processus de nationalisation-étati-

1. Fondation Gabriel-Péri, *Les Politiques économiques de la gauche en France (1936-2002)*, actes du colloque des 20 et 21 mai 2011, cité dans *Économie et Politique*, n° 684-685, juillet-août 2011.

sation ? Comment mettre en place des contre-pouvoirs effectifs dans l'entreprise face aux nouveaux diktats de la valeur actionnariale ? ». On reconnaîtra là non seulement des préoccupations qui rejoignent celles qui s'expriment depuis longtemps dans ces colonnes, mais aussi des idées devenues très répandues depuis que le choc de la pandémie a accrédité l'idée que des changements radicaux sont décidément nécessaires dans notre économie. ... C'est là que le débat commence. Sur la première proposition d'abord. Pour parvenir au « contrôle démocratique de la distribution du crédit, autant dire la souveraineté économique sans laquelle il n'y a pas de véritable démocratie », François Morin imagine une circulation parallèle de monnaies de différents niveaux : local, régional, national, européen. À chaque niveau, la définition des critères d'attribution des prêts bancaires serait la prérogative d'assemblées élues, sur le modèle des politiques budgétaires qui relèvent des Parlements nationaux. Mais le capital domine tout autant les politiques budgétaires censées relever de la souveraineté des États que les politiques monétaires prétendues indépendantes. L'extension de la démocratie parlementaire libérale à la monnaie suffirait-il donc pour imposer de nouvelles règles à la création monétaire, depuis le

niveau local jusqu'au système monétaire international ? Ne faut-il pas attaquer sa logique en son cœur, la recherche de la rentabilité dans la gestion des entreprises ? Chacun reconnaît aujourd'hui qu'entre 1981 et 1983, l'insuffisance de l'intervention directe des travailleurs, la « rupture » étant déléguée à la seule action de l'État, a été pour beaucoup dans l'échec de l'expérience de gauche.

Précisément, la deuxième intuition tirée par François Morin de l'expérience de 1981 est la nécessité du « partage du pouvoir dans l'entreprise ». La formule peut toutefois sembler timide, face à un pouvoir du capital qui se veut, par nature, sans partage. François Morin propose une version qui se veut « radicale » des idées, très influentes aujourd'hui, qui opposent, à la conception néolibérale de l'entreprise comme propriété exclusive de ses actionnaires, celle d'une « codétermination à parité des pouvoirs » comportant une représentation « sur un strict pied d'égalité » des salariés et des détenteurs du capital dans tous les organes de direction de l'entreprise. Mais là encore, un dispositif juridique peut-il suffire à compenser la domination issue du pouvoir de fait dont dispose le capital, celui de décider de l'utilisation de l'argent apporté par les actionnaires et les créanciers ?

Pour que les deux voies d'une prise de pouvoir démocratique sur l'économie – la maîtrise du crédit et la conquête de pouvoirs dans l'entreprise – puissent réellement « faire système » pour une alternative au capitalisme, ne faudrait-il pas bien davantage reconnaître l'antagonisme entre la logique de l'accumulation du capital et celle d'un développement de toutes les capacités humaines ? Avec de nouveaux critères de gestion des entreprises, entrant en conflit avec le taux de profit pour faire prédominer une logique publique et sociale sur la logique du capital. François Morin ne mentionne pas davantage ces propositions originales dans la deuxième partie de son livre que dans la première.

Paul Boccard imputait au « refoulement de ces idées novatrices » une part majeure de l'échec de 1981 (sans perdre de vue le rôle des pressions extérieures qui coïncidaient avec les débuts de la libéralisation financière, de Wall Street au monde entier). Le livre de François Morin permet de poser à nouveau cette question, à partir de données historiques inédites et dans les termes des débats les plus contemporains. Ce n'est pas le moindre de ses mérites.

Denis Durand

Bon de commande

Nasser Mansouri-Guilani, *Développer les services publics, Un combat d'avant-garde.*

17 € (frais de port compris)



Nom : Prénom :
 Adresse :

 Code postal : Ville :
 Téléphones :